



SALARIES DU PUBLIC ET DU PRIVE

RASSEMBLEMENT LE 26 NOVEMBRE 2013

11H30 DEVANT LA PREFECTURE A MARSEILLE

Les politiques d'austérité n'épargnent pas la France.

Le budget 2014, le PLFSS comme la nouvelle réforme des retraites entraînent de nouveaux reculs sociaux pour l'ensemble des salariés, des privés d'emploi et des retraités.

Partout dans le pays les plans sociaux, les restructurations se multiplient, impactant notre département de plein fouet : comme aux Moulins Maurel, à Fralib, à la SNCM, à Air France à Kem One, à Ascometal à Lfoundry, à la Centrale de Gardanne, à EURIWARE.... Chez les enseignants et des personnels des écoles en grève à plus de 75% dans le département le 14 novembre 2013,...

Dans le même temps, les profits, les dividendes aux actionnaires, les cadeaux au patronat, la fraude fiscale ont augmenté considérablement. C'est la preuve qu'une autre répartition des richesses pourrait permettre de payer nos retraites au meilleur niveau.

Or ce nouveau projet des retraites s'inscrit dans les traces des réformes précédentes.

En 2010, c'était repousser l'âge de départ à la retraite, aujourd'hui c'est allonger la durée de cotisation pour avoir droit à une retraite à taux plein.

Dans les deux cas, le résultat est le même. Ce projet injuste et inacceptable conduirait à un appauvrissement des futurs retraités et interdirait l'accès au système de retraite par répartition pour les jeunes.

Le financement des retraites nécessite de construire des alternatives par l'apport de ressources nouvelles, tout particulièrement en améliorant le pouvoir d'achat des salariés et en créant des emplois.

Il est urgent d'augmenter l'ensemble des salaires, du privé comme du public, ce qui impose d'en finir avec le gel du point d'indice et de revaloriser l'ensemble des salaires.

Pour changer de cap et faire face à la situation :

- Il faut rompre avec les politiques d'austérité imposées par l'Union Européenne, la Banque centrale Européenne, et le FMI, déclinées dans le Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance (TSCG) et s'attaquer au coût du capital.**

- Il faut rompre avec ces politiques et ne pas s'entêter, comme le fait le gouvernement à passer en force une contre réforme qui remet en cause notre système de retraite par répartition.

TROP C'EST TROP

- Non à tout allongement de la durée d'activité et de cotisation pour toutes les générations
- Non à toutes velléités de remise en cause de nos systèmes de retraite par répartition.

Nos Unions Départementales appellent l'ensemble de leurs structures syndicales, sur la base de la mobilisation du 10 septembre 2013 et du 15 octobre, à se rassembler largement :

le 26 novembre 2013 à 11 heures 30

devant la Préfecture à Marseille.

LA RETRAITE À 60 ANS C'EST POSSIBLE PAR :

- L'augmentation générale des salaires du public et du privé, des pensions.
- L'arrêt immédiat des licenciements dans le privé et arrêt des suppressions de poste dans le public
- Le recrutement de personnels statutaires dans la fonction publique.
- La création d'emplois dans le privé
- Un vrai travail un vrai salaire
- Une vraie reconnaissance de la pénibilité
- Le retrait du projet de réforme des retraites

Après le vote défavorable du Sénat, le gouvernement prendra seul la responsabilité de faire passer sa contre-réforme en force sur les retraites

Chaque responsable des Unions Départementales prendra la parole lors de notre rassemblement le 26 novembre 2013

L'UNEF soutient la mobilisation.